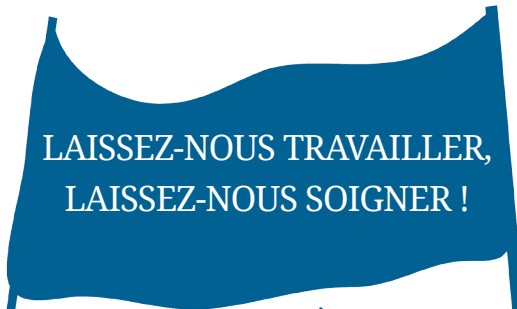


“LA JOURNÉE DES SOIGNANTS”

dans toutes les grandes villes de France.

le 24 novembre 2016



POUR EXPRIMER CE-RAS-LE-BOL, POUR DIRE « NON » AU MÉPRIS,
POUR QUE NOUS SOYONS ECOUTÉS,
NOVEMBRE SERA BLANC !

CONTEXTE

Depuis longtemps déjà nos organisations alertent les usagers et les patients ainsi que l'ensemble des professionnels de santé des dérives instaurées depuis des années par des lois successives et qui se sont accélérées avec la loi HPST puis la loi de modernisation du système de santé.

Ces dérives ont entraîné une dégradation de la qualité des soins, une diminution de la sécurité des patients, une perte du libre choix, une violation du secret professionnel, une progression inexorable du déremboursement des soins.

L'impact délétère de ces lois sur notre système de santé est permanent et une des conséquences les plus visibles sur le plan international est son déclassement, en quelques années seulement, de la première à la 24^e place.

La politique du chiffre, et uniquement du chiffre ne doit plus influencer la pratique du soin ! Le pilotage du système, garant de la santé de tous, ne doit plus être organisé et dirigé par des technocrates.

Les professionnels de santé et les patients doivent pouvoir, au côté de la sphère administrative relai de l'état, décider de l'organisation au sein d'un système sanitaire qui appartient à tous et qui ne doit pas être dirigé par d'autres intérêts que ceux du soin.

Pour toutes ces raisons, nos organisations appellent à se rassembler dans les nuits blanches de la santé pour amorcer un grand mouvement sociétal qui débutera le 24 novembre et portera la voix des professionnels de terrain au centre du jeu politique.

LES SOIGNANTS EN RÉVOLTE ACCUSENT !

Nous accusons l'État de brader la santé au plus offrant !

Nous accusons l'État de maltraiter les soignants !

Nous accusons l'État de vouloir morceler les compétences et d'aller vers une santé low cost !

Nous accusons l'État de ne pas garantir la sécurité des patients en bradant la santé !

Nous accusons l'État et les politiques de vouloir détruire le modèle sanitaire Français !

Nous accusons l'État de vouloir créer des métiers intermédiaires sous qualifiés par pur intérêt économique !

Nous accusons l'État de vouloir installer un système de santé inégalitaire basé sur la hauteur des revenus et des contrats de complémentaires !

Nous accusons l'État d'introduire une médecine à plusieurs vitesses !

Nous accusons l'État de violence à l'égard des professionnels de santé !

Nous accusons l'État de vouloir industrialiser les soins en oubliant l'humain au sein des GHT !

Nous accusons l'État de ne penser que chiffre et non intérêt du soin !

Nous accusons l'État de destruction de notre tissu hospitalier public et privé !

Nous accusons l'État de priver les soignants et les patients des droits décisionnels et organisationnels !

Nous accusons l'État de priver les Français de leur liberté de choix !

Nous accusons l'État d'incompétence !

Nous accusons les politiques de ne pas construire une vraie démocratie sanitaire !

Nous accusons les politiques de manquer de courage et d'ambition pour la santé !

LES SOIGNANTS NE SE SOUMETTRONT PAS !

APPEL AUX PATIENTS ET AUX USAGERS

Parce que vous subissez et subirez demain l'augmentation du reste à charge,

Parce que le prix de vos mutuelles va exploser,

Parce que vous ne pourrez plus choisir votre soignant,

Parce que vous ne bénéficierez plus de soins prodigués par des personnels qualifiés,

Parce que vous n'aurez plus la garantie de la sécurité des soins,

Parce que vos données de santé vont être diffusées aux assureurs et à d'autres,

Parce que vos soignants ne pourront plus choisir l'établissement de santé pour vous hospitaliser,

Parce que l'état instaure un système de santé inégalitaire,

Parce que les politiques imposent le système sanitaire sans l'avis de vos soignants et sans vous écouter,

Parce que vos soignants souffrent et sont contraints, et qu'un état qui ne respecte pas ses soignants ne respecte pas son peuple,

Parce que demain, comme nous, vous allez voter...

PORTONS ENSEMBLE LA SANTÉ AU CŒUR DU DÉBAT POLITIQUE

ARGUMENTAIRE PAR PROFESSION

LES INFIRMIERS-ES LIBÉRAUX-ALES

**LES INFIRMIERS-ES EN ONT MARRE !
LES INFIRMIERS-ES NE SUPPORTENT PLUS CE DÉNI, CE DÉSASTRE !**

RÉVOLTE contre les décisions arbitraires des pouvoirs publics, sans aucune concertation !

RÉVOLTE contre les pressions exercées par les caisses d'assurance maladie comme les contrôles des soi-disant « abus » qui deviennent des abus de contrôles, contre la notion de temps appliquée sans discernement, contre les menaces de déconventionnement, la remise en cause récurrente des indemnités de déplacement : On ne peut plus travailler la peur au ventre !

RÉVOLTE contre une nomenclature d'un autre temps, complètement obsolète, **qui nous contraint et qui ne prend pas en compte les besoins du terrain, ni l'ensemble de nos compétences.**

RÉVOLTE contre les HAD soutenues par les politiques et qui ne respectent rien, ni critères d'inclusion, ni libre choix du patient, et détournent les patientèles !

RÉVOLTE contre le « tout structure » de type SSIAD, SPASSAD et autres mille-feuilles du futur système de santé sans respect des infirmières en place !

RÉVOLTE contre un zonage incohérent en augmentant le nombre de maisons de santé dont le coût pour le citoyen est exorbitant et incontrôlé !

RÉVOLTE contre l'Article 51 de la loi HPST qui permet le glissement de tâches : glycémies capillaires, vaccinations au détriment des infirmières.

RÉVOLTE contre le déni de reconnaissance de nos compétences, **qui ne nous permet pas de soigner en première intention.**

RÉVOLTE contre le démantèlement des compétences, qui veut créer des «sous-métiers», LOW COST du soin, et contre l'UBERISATION de la santé !!

RÉVOLTE contre l'explosion des charges instaurant des difficultés économiques amenant au « burn out » voire au suicide, amenant à des faillites (2 infirmières par jour) obligeant à travailler toujours plus pour gagner toujours moins.

RÉVOLTE contre une pénibilité non reconnue alors que le stress des soignants augmente.

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LES MASSEURS KINÉSITHÉRAPEUTES

LES KINÉSITHÉRAPEUTES DISENT ASSEZ !

ASSEZ de l'Incompétence et du Mépris des «Tutelles» !

ASSEZ du manque de reconnaissance des professionnels spécialistes du Handicap et des Déficiences que sont les Kinésithérapeutes !

ASSEZ du manque d'effectifs dans les établissements de santé !

ASSEZ d'être remplacés par des métiers hors du champ des professions de santé réglementées !

ASSEZ de l'exercice illégal de la profession cautionné par les tutelles !

ASSEZ du manque de moyens dans les établissements de santé !

ASSEZ de conditions de travail qui régressent d'année en année !

ASSEZ d'une nomenclature complexe et obsolète !

ASSEZ des rémunérations indécentes qui ne sont pas en rapport avec le niveau des responsabilités ni des services rendus !

ASSEZ de la non reconnaissance du niveau de formation et des compétences, à Bac+5 !

ASSEZ de ne pouvoir définir notre formation et la recherche en Kinésithérapie !

ASSEZ d'une formation coûteuse exclue de l'université !

ASSEZ de ne pouvoir être utiles aux patients en première intention !

ASSEZ du démantèlement de notre système de santé !

ASSEZ de la marchandisation de la santé !

ASSEZ du totalitarisme administratif déconnecté des besoins de santé !

ASSEZ de cette construction d'une santé réservée à ceux qui en auront les moyens !

ASSEZ de l'obscurantisme qui nous mène à une crise sanitaire majeure !

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LES PÉDICURES PODOLOGUES

LES PÉDICURES PODOLOGUES EN ONT ASSEZ !
ILS NE SUPPORTENT PLUS LE MÉPRIS !

MARRE de la non reconnaissance de la profession pour sa contribution au système de santé.

MARRE de la non reconnaissance des compétences du pédicure-podologue.

MARRE de la non reconnaissance du rôle du pédicure-podologue dans la prise en charge coordonnée des patients avec une rémunération correcte.

MARRE de ne pas être respecté dans la négociation conventionnelle avec une vraie prise en compte des avantages sociaux et notamment de la cotisation maladie.

MARRE d'une NGAP restrictive. Demande d'Intégration de nouveaux actes dans la NGAP concernant la personne âgée et les soins podaux des patients poly-pathologiques pour une meilleure prise en charge de ces populations

MARRE de la non reconnaissance des compétences au grade licence du diplôme d'état.

MARRE de la paupérisation de la profession voulue par le gouvernement.

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LES OPTICIENS

LES OPTICIENS EN ONT ASSEZ ! ILS NE SUPPORTENT PLUS LE MÉPRIS !

MARRE de la vision low cost de l'Etat et de l'ubérisation du marché de l'optique couvrant toutes les gammes de prix.

MARRE de la perte du libre choix de son opticien (pas de tiers payant hors réseaux, remboursements différenciés).

MARRE de la perte de liberté de conseil de l'opticien instaurée par le choix des réseaux (choix des verres possible uniquement dans une grille définie par le réseau).

MARRE de la perte de qualité de l'équipement optique (prix cassé=réduction du temps disponible et de l'étude des besoins visuels).

MARRE des choix des réseaux qui orientent vers internet (il n'y a plus de conseil, plus de choix de l'équipement en fonction des besoins médicaux, plus de contrôle de la vue des porteurs...Résultat : Les français reviennent chez l'opticien avec des lunettes internet avec lesquelles ils ne voient rien...

MARRE des contraintes instaurées par les pouvoirs publics à l'ophtalmologue pour faciliter l'achat sur internet (low cost sans garantie de qualité).

MARRE des augmentations des cotisations des français et baisse de leurs remboursements.

MARRE de nous contraindre dans le choix de protocoles et services en fonction de l'intérêt financier de l'assureur.

MARRE des réseaux qui sont un échec: 15,4% des français n'ont toujours pas accès aux soins. Santéclair a multiplié ses bénéficiaires par trois et coûte 19 584 900€ aux mutuelles et donc aux français! (les réseaux se paient sur le flux et font donc exploser les cotisations.)

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LES CHIRURGIENS DENTISTES

LES CHIRURGIENS DENTISTES EN ONT MARRE ! NON AU MÉPRIS !

MARRE du désengagement de la Sécurité Sociale, depuis des dizaines d'années, qui est le principal responsable de la difficulté d'accès aux soins dentaires notamment pour financer les prothèses, l'orthodontie et les soins carrément non pris en charge. Par exemple, la base de remboursement par l'Assurance Maladie d'une couronne dentaire n'a pas changé depuis 30 ans.

MARRE de l'Assurance Maladie qui ne favorise pas (par la fixation de la valeur des actes opposables à un niveau digne du quart-monde, ou l'absence de prise en charge de techniques modernes) les soins qui permettent de garder la vitalité et l'intégrité de l'organe dentaire au profit de ceux plus délabrant. C'est comme si en médecine la sécu préférerait rembourser la jambe de bois au lieu des soins permettant de conserver la jambe du patient.

MARRE du choix des réseaux autorisant les remboursements différenciés par les Mutuelles, générateurs de détournements de patients par celles-ci et de destruction de la relation de confiance patient-praticien, instaurés par la Loi Leroux.

MARRE des centres low-cost (Cf scandale Dentexia) qui se multiplient exponentiellement depuis la Loi HPST (qui supprime leur demande d'agrément au profit d'une simple déclaration auprès de l'ARS) sous couvert d'associations Loi 1901 ne remplissant pas leur mission de Santé Publique en délaissant les soins de base, se concentrant sur les actes mutilants et rémunérateurs, et en s'implantant dans la plupart des cas dans des zones déjà sur-dotées en praticiens.

MARRE d'être régulièrement montrés du doigt via des sondages mettant en exergue un renoncement aux soins dentaires pour raison financière très important (30 voire 40%..) alors que les vrais chiffres issus des 2 études sérieuses réalisées annuellement vont de 3,5% pour l'INSEE à 17,9% maximum pour l'IRDS. Il faut noter que s'il existe un renoncement pour raisons financières c'est en raison de l'abandon progressif du secteur dentaire par la sécu, mais surtout par le fait que les complémentaires n'assument pas le rôle qui devrait être le leur dans la prise en charge des soins car elles basent très souvent leur participation sur un pourcentage d'une part sécu obsolète, préférant investir dans de la pub, stades de foot.

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LES BIOLOGISTES

LES BIOLOGISTES EN ONT MARRE ! NON AU MÉPRIS !

Une mise en vente qui ne dit pas son nom : les revenus des biologistes publiés dans les revues financières ont fini par attirer les financiers. Ces derniers se sont servis des normes très lourdes de l'accréditation pour pratiquer une OPA sur cette profession, et réduire le médecin biologiste au statut de technicien.

Dans les faits, les petites structures ont été incapables de faire face aux obligations, prenant par là même le risque de devoir fermer, et n'ont eu d'autre choix que de vendre à des financiers, pour ne pas perdre le fruit de leur travail.

Trois grands dangers pour le patient :

1. les laboratoires rachetés sont vidés de leurs machines, la plus grande partie du personnel est licenciée, ils deviennent des décors hypocritement dénommés « laboratoires multisites » pour que les patients ne se rendent pas compte du changement, puis tous les prélèvements sont transportés vers des usines à analyses parfois éloignées. *Quelle sera la valeur du résultat de l'analyse dans ces conditions ?*

2. Cette nouvelle génération de laboratoires complètement vides de moyens techniques et humains est incapable de faire face à des demandes d'analyses urgentes, mettant fatalement la santé du patient en danger.

3. La déshumanisation du patient réduit au statut de code-barres et les risques d'erreurs inhérents. Des groupes de laboratoires achetés puis revendus à d'autres groupes, comme au Monopoly, avec toutes les conséquences que cela peut avoir.

Un appel sans écoute, des politiques obstinés : dès le début de la parution de la réforme, la profession s'est mobilisée sur tous les terrains pour alerter l'opinion publique (manifestations, publications dans la presse, pétitions, grève de la faim, mobilisation sur les réseaux sociaux...), en vain.

Lorsqu'elle était dans l'opposition, la majorité actuelle déclarait la nécessité de revoir cette réforme au travers de valeurs humaines. Une fois au pouvoir, elle a renié ses engagements.

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LES ORTHOPHONISTES

LES ORTHOPHONISTES EN ONT ASSEZ ! ILS NE SUPPORTENT PLUS LE MEPRIS ET LA PERSPECTIVE DE L'EFFONDREMENT QUI S'ANNONCE

RÉVOLTE contre ce fossé qui ne cesse de se creuser entre exigences et moyens ! Marre de devoir faire des miracles avec des bouts de chandelles. Marre qu'on attende de nous un service premium alors qu'on nous traite comme des professionnels discount, en salariat comme en libéral.

RÉVOLTE contre ces grilles salariales, conventions collectives et statuts qui amputent notre cursus d'études de 3 années (bac+2 en lieu et place de bac+5) et qui nous relèguent au rang d'exécutants, de techniciens, niant notre autonomie, notre expertise spécifique, nos compétences.

RÉVOLTE contre cette nomenclature obsolète, qui nous bride, qui nous brade, qui ne laisse aucune place au regard global ou au temps humain, qui ne prend en compte ni les réalités et besoins du terrain, ni l'ensemble de nos compétences. Marre du bénévolat contraint qui en découle, et de la culpabilisation des professionnels qui le refusent.

RÉVOLTE contre le démantèlement de la formation : Disparition progressive des lieux de stage en structures publiques, privées et services hospitaliers, maîtres de stage et enseignants sous-valorisés, centres de formation dirigés par des professionnels qui ne sont pas orthophonistes...

RÉVOLTE contre l'augmentation constante du poids de l'administratif au détriment du temps de soin, le poids des charges qui ne cessent de s'alourdir, les normes, sans aucune contrepartie. Marre d'être contraints au travail à la chaîne avec des tarifs qui n'ont que très peu augmenté depuis 50 ans.

RÉVOLTE contre la perte de qualité des soins qui se profile si rien n'est fait. Marre de devoir rogner sur l'excellence. Marre de devoir nager avec une pierre autour du cou !

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LA MÉDECINE LIBÉRALE

LES MÉDECINS LIBÉRAUX EN ONT MARRE ! ASSEZ DU MÉPRIS !

ASSEZ de la désertification médicale organisée par les pouvoirs publics qui s'étend des campagnes aux métropoles, des banlieues aux centre- villes.

ASSEZ de la destruction programmée de nos professions : 112 suicides de médecins depuis début 2016, taux de suicide à 2,48 fois celui de la population générale. Plus d'un praticien sur deux (52 %) se dit concerné par le burn-out. Près d'un médecin sur dix (9,4 %) déclare également une dépendance aux psychotropes/anxiolytiques.

ASSEZ des choix politiques qui ont vidé l'exercice libéral de son attractivité.

ASSEZ de ne pas voir nos rôles, savoir et responsabilité reconnus: honoraires les plus bas de la zone euros avant Malte sachant que la moyenne d'une consultation d'un médecin généraliste en Europe est de 45 euros et de 55 euros dans l' OCDE.

ASSEZ des augmentations continues de charges et de la multiplication des normes paralysantes ou destructrices pour l'exercice. Assez de la complexification et de l'accroissement permanent des tâches administratives aux dépens du temps médical.

ASSEZ d'un Tiers Payant Généralisé inutile, chronophage et pénalisant au seul but de rendre le médecin dépendant des organismes payeurs .

ASSEZ de la remise en cause de l'exercice libéral: Perte de l'indépendance professionnelle, perte de la liberté d'installation, atteinte du secret médical, et demain enfermement dans les réseaux de soin.

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LES ERGOTHÉRAPEUTES

LES ERGOTHÉRAPEUTES LIBÉRAUX DEMANDENT À ÊTRE ENFIN ENTENDUS ET RECONNUS ! LASSÉS D'ÊTRE CLASSÉE COMME PROFESSION MARGINALE !

LASSÉS d'entendre dire que la profession est marginale, car encore peu de professionnels sur le territoire français, notamment en soins de ville.

LASSÉS de constater la lourdeur et difficulté d'installation en soins de ville, du fait du non remboursement des soins en ergothérapie, freinant celles et ceux qui souhaiteraient se lancer et ouvrir leur cabinet pour répondre aux besoins croissants de la population en termes de rééducation et réadaptation sur leur lieu de vie.

LASSÉS de constater le non accès de l'ensemble de la population aux soins en ergothérapie, face au coût que cela représente, malgré leurs besoins avérés et leur motivation à suivre les soins.

LASSÉS de constater la disparité de l'accès aux soins en ergothérapie en fonction des zones du territoire français et de voir des professionnels et/ou des patients faire des kilomètres pour assurer les soins nécessaires.

LASSÉS de la non nomenclature d'une profession paramédicale existant depuis plus 50 ans et ayant fait ses preuves et prouvé son apport en terme de santé publique, prévention et maintien à domicile.

LASSÉS de devoir se justifier sans cesse, avec des dossiers administratifs chronophages, complexes, répétitifs chaque année pour montrer l'intérêt des soins en ergothérapie pour les patients auprès des organismes de tutelle, des financeurs publics et/ou privés.

LASSÉS de voir les freins et obstacles de plus en plus nombreux de la part des organismes d'Etat, comme l'éducation nationale, pour l'exécution des soins en ergothérapie auprès de patients en réel besoins de rééducation, réadaptation, réinsertion.

LASSÉS de voir les compétences et les actes en ergothérapie accorder progressivement à des professionnels de non soins sous couvert plus ou moins des pouvoirs publics.

LASSÉS de faire le constat d'une formation initiale non approfondie sur les compétences en ergothérapie dans tous les champs d'action de la profession et une formation non homogène dans tous les Instituts de Formation en Ergothérapie sur le territoire français.

LASSÉS de constater une formation initiale bloquée à un niveau licence, soit BAC+3, alors que le niveau de compétences des ergothérapeutes diplômés est bien au-dessus soit à BAC +4 voir BAC +5, niveau Master.

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

LES PATIENTS CITOYENS

QUE NOUS SOYONS BIEN PORTANTS, MALADES, OU SOIGNANTS,
NOUS DEMANDONS UNE POLITIQUE DE SANTÉ CENTRÉE SUR
L'HUMAIN, NOUS DÉNONÇONS :

Les dégâts causés par la pollution et par nos conditions de travail et de vie sur notre santé et sur la Sécurité Sociale.

NON aux choix politiques, économiques, industriels, agricoles qui nous rendent malades !
Choisissons la prévention pour diminuer les dépenses de la Sécurité Sociale et équilibrer les comptes.

La dérive commerciale de notre système de soins et la transformation du patient en client, consommateur de soins

NON, nous ne consommons pas un cancer ou un diabète !

La fabrication de l'hôpital-entreprise et du cabinet libéral-entreprise

NON, l'acte médical n'est pas un produit commercial !

La destruction de notre système solidaire, universel et public de prise en charge des soins
NON à la privatisation de la Sécurité Sociale et à la prédation par des investisseurs financiers !

La déshumanisation des soins à cause de la logique du soin rentable

NON à la détérioration honteuse des conditions de travail des soignants !

Le choix du tout numérique et la commercialisation des données personnelles de santé
NON à l'envahissement du numérique qui remplacerait l'humain dans les décisions et les actions en médecine !

La seule alliance qui a du sens, c'est celle du malade et du médecin contre la maladie.
Les seuls soins médicaux acceptables sont ceux pour la santé et non pour le commerce.
Le progrès essentiel dont nous avons besoin est celui qui nous rendra moins malade.

La seule priorité en santé, c'est l'Humain !

PROTEGEZ NOTRE SANTE ET NOS SOIGNANTS

LAISSEZ-LES TRAVAILLER ! LAISSEZ-LES NOUS SOIGNER !

ÉTUDIANTS INFIRMIERS ANESTHÉSISTES DE

LA SEULE PRIORITÉ EN SANTÉ, C'EST L'HUMAIN,
QU'IL SOIT SOIGNÉ OU QU'IL SOIT SOIGNANT !

Du point de vue statutaire, nous sommes relativement ravis du travail mené jusqu'ici, ainsi le Haut Conseil des Professions Paramédicales a validé le projet de Décret modifié et est actuellement en transit vers le Conseil D'Etat.

Le fruit de ce travail de discussions et de consensus est déjà une victoire pour l'ensemble de la profession Infirmière Anesthésiste.

Comme nous l'avions souligné lors de notre dernière entrevue à l'Elysée, il s'avère que subsisteraient des difficultés à atteindre la Reconnaissance Indiciaire espérée.

Nous avons conscience de la réalité Financière de notre Pays, mais nous trouvons que l'offre exposée aux Infirmiers Anesthésistes demeure maigre en regard, à la fois du cursus hospitalo-universitaire et du Master et DE obtenus.

Nous pensons pouvoir obtenir plus sans chercher le trop.

La Direction Générale de l'Offre de Soins, et notamment Monsieur Mathias Albertone a entendu les Organisations Syndicales quant à cette insatisfaction globale de la profession.

Lors du dernier mouvement unitaire de la filière Infirmière, le 8 novembre dernier, les IADE se sont associés aux problématiques transversales que connaît le monde de la Santé, mais ont exprimé des attentes spécifiques concernant l'évolution spécifique et indiciaire de notre métier pour une juste reconnaissance IADE.

En regard des derniers chiffres de l'OCDE, en regard des disparités liées au genre, en regard des autres professions Master de la Fonction publique Hospitalière, nous aspirons à impulser une démarche juste et digne de la part des Ministères concernés et à venir.

LAISSEZ NOUS TRAVAILLER ! LAISSEZ NOUS SOIGNER !

JOURNEE DES SOIGNANTS DU 24 NOVEMBRE 2016

PARIS

République - 10h30 -17h00

AMIENS

Place Marie Sans Chemise - 10h30 -17h00

BORDEAUX

Place Pey Berland (devant la mairie) - 10h30-17h00

DIJON

Place Darcy - 10h30 -17h00

LYON

Place Bellecour - 10h30 -17h00

MARSEILLE

Vieux Port - 10h30 -17h00

MONTPELLIER

Place de la Comédie (côté Esplanade, niveau syndicat initiative) - 10h30 -17h00

NANCY

Place André Maginot - 10h30-17h00

RENNES

Place de la Mairie - 10h30-17h00

STRASBOURG

Place Kleber- 20h - 22h

TOULON

Place des Lices (entre la Préfecture et le Conseil Départemental) - 10h30 -17h00

TOULOUSE

Place Saint Etienne - 10h30 -17h00

ORGANISATIONS SIGNATAIRES ET CONTACT

ALIZE :

Contact : Didier LANTZ - didier.lantz@alize-kine.org - Tél : 06 61 44 09 41

ANEIA :

Contact : Gérard DELARUE : avicenne2008@hotmail.fr - Tél : 06.22.27.23.05

ASPT :

Contact : Nathalie FERRAND : nathalie.ferrand@sfcd.fr - Tél 06 22 06 60 15

BIOPRAT :

Contact : Patrick LEPREUX - Tél : 06 03 92 02 92

CONVERGENCE INFIRMIERE :

Contact : Ghislaine SICRE : ghislaine.sicre@orange.fr - Tél : 06 15 31 54 28

FNP :

Contact : Serge COIMBRA : coimbra.s@orange.fr - Tél: 06 08 54 47 63

FOF :

Contact : Bouldard Nicol : bouldardnicol@gmail.com - Tél: 06 66 88 32 96

FSDL :

Contact : Patrick SOLERA : patrick.solera@wanadoo.fr - Tél:06.83.26.19.67

LE BLOC

Contact : Philippe CUQ : phcuq@wanadoo.fr - Tél : 06 08 91 86 82 et
Bertrand De Rochambeau : bdr@club-internet.fr - Tél : 06 48 20 16 77

NB3NP :

Contact : Jacqueline GUILLEMET - Tél : 07 87 45 91 08

ONSIL :

Contact : Elisabeth MAYLIÉ : elisabeth.maylie@orange.fr - Tél : 06 07 85 88 45

OPTICIEN :

Contact : Paulo Valente Paulovalente18@gmail.com - Tél : 06 61 20 69 49
ou Olivier Azoura olivier.azoura@gmail.com

ORA :

Contact : Dominique Pieri Michelosi : groupe.veille@ora-asso.fr - Tél : 06 21 70 21 79
ou Marion Ribeyre : presidence@ora-asso.fr - Tél : 06 50 60 15 61

SFCD :

Contact : Nathalie DELPHIN : nathalie.delphin@sfcd.fr - Tél : 06 11 69 16 06

SYNFEL ERGOLIB :

Contact : Mathilde POULAT : president@synfel-ergolib.fr - Tél: 06 10 09 37 35

UFML

Contact : Jérôme MARTY : jm8939@aol.com - Tél : 06 84 80 94 26

UNIDEL

Contact : Ingrid BUON : ingridbuon@sfr.fr - Tél : 06 25 57 18 00

URF

Contact : Henri GUERINI - Tél : 06 29 78 92 96

**Ce mouvement est soutenu par le syndicat LE BLOC, et le Syndicat URF
et sera rejoint à PARIS par les infirmières anesthésistes.**